CTSD du 15 mai 2020

Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Dans cette situation bouleversée, rien n'est satisfaisant, qu'il s'agisse de rester en travail à distance ou de retrouver des élèves en petits groupes et dans des conditions qui ne ressemblent à rien à la classe d'avant. Apprendre à vivre avec le virus est sans doute synonyme de renoncer en partie et temporairement à une action éducative qui réponde pleinement à tous les objectifs pédagogiques, éducatifs et sociaux, que nous nous fixons pour chacun de nos élèves et leur famille. Pour autant, notre action doit conserver un sens.
Force est de constater que c'est à chacun de le trouver tant les expressions du président de la République, du Premier ministre et du ministre ont manqué de cohérence. L'exécutif aurait tort de renvoyer l'exaspération de la profession aux contraintes imposées par la pandémie.
Il y a bel et bien un problème de gestion de la crise à l'Education Nationale. Depuis deux mois, l'Ecole vit au rythme d'ordres et de contre-ordres, d'annonces médiatiques incessantes et plusieurs fois contradictoires, le tout dans des échéances intenables avec un manque criant d'informations officielles claires et stabilisées. Les personnels ont le vif sentiment d'être appelés à fonctionner pour servir la communication politique plutôt que l'Ecole. Le système est au bord de l'explosion. La santé des personnels et la solidité du système éducatif sont menacées. Il est urgent de donner de la visibilité et des objectifs sur le moyen terme. Faire et défaire, c'est toujours travailler, oui mais pour qui ? Les personnels n'accepteront pas de s'épuiser encore toute la fin de l'année scolaire au gré de la communication ministérielle.
« Je veux plutôt une bonne rentrée qu'une rentrée en nombre » Ces mots sont ceux du Président de la République le 5 mai dernier.
Cela induit que la reprise doit être, avant tout, comme l'UNSA Education l'a toujours affirmé : bien pensée, qualitative et progressive, plus que quantitative. C'est pourquoi notre fédération ne peut accepter les pressions de certains chefs d'établissement ou d'IEN sur les équipes enseignantes. Nous savons bien qu'organiser une sortie de confinement est une tâche complexe. Aussi pour ce faire, le protocole sanitaire était indispensable. Pourtant, il est parvenu tardivement aux équipes dans sa forme finalisée au regard de la date de reprise fixée. Il contraint fortement l'organisation de cette reprise, et, si c'était une nécessité sanitaire, certains points exigent encore d'être clarifiés. Alors, madame la directrice académique, nous en appelons à votre positionnement afin que vous puissiez nous rassurer et rassurer les personnels tous corps confondus. Nous rassurer sur un discours unique entre les instances et auprès des chefs d'établissements. Nous rassurer sur une volonté sincère de souplesse et de bienveillance.
Dans le premier degré, les équipes pédagogiques sont depuis lundi à l'œuvre sur le terrain. Nos collègues directeurs et directrices subissent depuis 15 jours une lourde pression pour la réouverture. Nous demandons pour eux une décharge complète et ce jusqu'à la fin juin, afin qu'ils puissent assurer leur mission d'organisation, de sécurisation et d'information dans de bonnes conditions.
Concernant, la mise en place du protocole sanitaire, nous vous rappelons notre consigne syndicale demandant aux équipes enseignantes du premier et du second degré de faire remonter toutes les situations délicates à leur hiérarchie ainsi qu'au CHSCT. En tout état de cause, nous demandons à ce que les écoles et établissements ne pouvant réunir les conditions sanitaires indispensables restent fermées dans l'attente de la résolution des problèmes.

Karen Ansberque, pour l'UNSA Education 01